
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59120

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Befremdlich wirkt zunächst die Auswahl des Bildmaterials, als dessen Quelle (von einer Ausnahme abgesehen) das Bundesarchiv in Koblenz angegeben wird. Mehrheitlich dürfte es sich bei den reproduzierten Abbildungen um Propagandamaterial der deutschen Wehrmacht handeln: Diese Photos stellen das Zusammenleben von Okkupierten und Okkupanten in einer idyllisierend-verharmlosenden Weise dar (siehe dazu die Abb. S. 11, 54, 87); andere verherrlichen den deutschen Soldaten am Atlantikwall (S. 120), wobei potenzierte Männlichkeit (siehe dazu die Verbindung des markigen Stahlhelm-Männerprofils mit dem sich phallisch emporreckenden Gewehr) auf potenziertes Deutschtum verweist. Besondere Beachtung verdient auch das »Verzeichnis ausgewählter Literatur« (S. 194–196), dessen Auswahlkriterien mehr als undurchsichtig sind. Standardwerke wie jene von Jean-Pierre Azéma⁸, Marc Bloch⁹, Robert O. Paxton oder Dieter Wolf¹⁰ fehlen in dieser unbekümmert Quellentexte und Forschungsliteratur vermengenden Literaturliste; und kaum eine bibliographische Angabe ist vollständig korrekt hinsichtlich der Daten oder auch nur der Schreibweise des Titels. Zahlreiche Orthographiefehler runden den dubiosen Eindruck, den diese Publikation vermittelt, ab; auf die Auflistung der zahlreichen Interpunktionsfehler sowie der Irrtümer bei der Schreibung von Orts- und Eigennamen sei ebenfalls verzichtet.

Insgesamt handelt es sich um ein ebenso überflüssiges wie ärgerliches Buch, dessen Publikation dem Verlag Peter Lang nicht zur Ehre gereicht – und von dessen Lektüre man der von Pinette angesprochenen »jüngeren Generation« nur entschieden abraten kann.

Margarete ZIMMERMANN, Berlin

Stalingrad. Ereignis – Wirkung – Symbol, hg. im Auftrag des Militärgeschichtlichen Forschungsamtes von Jürgen FÖRSTER, München (Piper) 1992, 501 p.

Le 2 février 1943, les derniers combattants de la 6^e Armée allemande (5 corps d'armée, 20 divisions, 2 divisions roumaines, 1 régiment croate) 113 000 Allemands, Roumains et Croates, capitulaient à Stalingrad devant l'Armée Rouge. Jusqu'à cette date, aucun général de Hitler n'avait été fait prisonnier. Ce jour là, 1 maréchal, 19 généraux allemands et 2 roumains se rendaient aux Soviétiques.

Cet événement, qui fut un tournant de la Deuxième Guerre mondiale, est rappelé dans ce remarquable ouvrage, rassemblant 22 exposés par des historiens de 8 nationalités (allemande, russe, anglaise, américaine, hongroise, suédoise, suisse, israélienne). Ouvrage historique exceptionnel, autant par les points de vue internationaux, les sujets militaires, politiques, psychologiques et humains, que par l'intérêt, l'abondance et la valeur des sources étudiées. Ces exposés sont suivis de 68 pages de références bibliographiques précises, de toutes nationalités, qui permettront d'éclaircir maints problèmes encore en discussion.

Le fait d'une présentation en livre de poche permettra une plus grande diffusion et celui d'éditions prochaines en langues anglaise et russe feront de cet ouvrage un document de base pour l'évocation historique de cette bataille de Stalingrad pour les historiens comme pour le grand public éclairé international.

L'institut de recherches d'histoire militaire de Fribourg avait déjà patronné la publication de l'étude militaire de base: »Stalingrad – Analyse und Dokumentation einer Schlacht« du Dr. Manfred Kehrig, paru à Stuttgart en 1974. Ce véritable monument d'étude historique, avec ses 680 pages grand format (dont 126 pages de documents originaux) a fait le point sur la bataille

8 J.-P. Azéma, De Munich à la Libération. 1938–1944, Paris 1979 (Nouvelle Histoire de la France contemporaine, 14); Ders., La collaboration, 1940–1944, Paris 1975.

9 M. Bloch, L'étrange défaite, Paris 1946, Neuauflage Paris 1992.

10 D. Wolf, Die Doriot-Bewegung, Stuttgart 1967. – Zahlreiche weitere Literaturangaben in dem Forschungsbericht von S. Martens, »Drôle de Guerre« – Occupation – Epuration: Frankreich im Zweiten Weltkrieg«, in: Neue politische Literatur 37 (1992) S. 185–213.

de Stalingrad, essentiellement du point de vue militaire et des relations germano-roumaines. Le Dr. Kehrig participe évidemment à ce nouveau »Stalingrad«, qui dépasse largement le cadre de son propre ouvrage et l'éclaire et le complète par les contributions étrangères.

Les opérations militaires elles-mêmes, depuis le déclenchement de l'offensive allemande vers le Sud le 28 juin 1942 jusqu'au début de l'encerclement soviétique le 19 novembre 1942, la capitulation de la 6^e Armée et les développements stratégiques de l'ensemble de la campagne germano-soviétique sont présentées alternativement par les historiens allemands et russes se basant sur leurs archives respectives. Mais cela ne représente qu'un quart de cet ouvrage. Près de la moitié sont consacrés aux autres conséquences de cette défaite, d'opinions publiques, politiques, diplomatiques et présentent les aspects les plus originaux et riches de potentialités de recherches des différentes études internationales.

Les répercussions en Allemagne frappèrent durement la population dans son ensemble: appel anticipé sous les drapeaux de la classe 1925, emploi dans la défense aérienne locale des lycéens de 15 et 16 ans, mobilisation des femmes dans l'industrie. Dans les pays occupés, commencèrent les chasses au »Service du Travail obligatoire« de Speer et Sauckel réclamant 3 millions d'ouvriers supplémentaires pour un effort industriel de guerre totale.

Stalingrad, »la plus grande tragédie de l'histoire militaire allemande« (Goebbels), survenant après la défaite d'El-Alamein le 23 octobre 1942; le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord Française le 8 novembre 1942 se concluant le 12 mai 1943 par la capitulation de la 5^e Armée Blindée, de 300 000 soldats allemands et italiens en Tunisie, frappa l'opinion publique du »III^e Reich« d'une empreinte ineffaçable.

Ses conséquences sur les alliés de Hitler: Roumains, Hongrois, Italiens et Finnois furent aussi considérables, quoique d'importance très variable. La collaboration déjà bien affaiblie avec le Japon s'en trouva rompue. Le peuple soviétique en acquit une croyance profonde en la victoire. Les Etats-Unis d'Amérique durent reconnaître enfin la puissance de Staline, tandis que le peuple britannique s'enflammait pour l'héroïsme des soldats soviétiques, alors que son gouvernement en percevait déjà les menaces pour l'après-guerre. La Suède entama alors prudemment une conversion vers les Alliés, la Turquie prenant acte aussi de cette nouvelle donnée européenne.

Tous les exposés concernant ces différents aspects des suites politiques et psychologiques de Stalingrad sont très riches de faits et de conséquences généralement peu connus en Europe Occidentale.

Le sort humain des combattants de Stalingrad a été présenté en une cinquantaine de pages comportant le premier essai d'une représentation systématique de leurs vies, de leurs souffrances et de leurs morts. En septembre 1942 déjà, la logistique allemande n'arrivait plus à nourrir normalement ses soldats: 1800 calories par jour alors qu'il en aurait fallu de 3000 à 4000. Le 20 décembre 1942, étaient signalés les deux premiers morts de faim, 56 le 20 décembre. Sans chauffage, ni vêtements appropriés, dans une steppe balayée par un vent glacial, par une température jusque - 20°, couverts de poux, manquant de munitions et de carburant, c'est un martyr inimaginable qui décimait une armée sacrifiée par l'obstination fanatique d'un Hitler.

Les chiffres exacts sont encore divergents, mais on peut estimer qu'environ 195 000 hommes étaient encerclés à Stalingrad, dont 113 000 furent prisonniers. Il en revint, quelques années après la guerre, environ 5000, soit 2,6%. En trois mois, l'Allemagne avait perdu environ 250 000 soldats dans cette opération démesurée vers la Volga, Stalingrad et le Caucase.

L'apogée de l'effort hitlérien en Russie avait été atteint et dépassé. Désormais, l'initiative passait à l'Armée Rouge, affirmée inexorablement par l'écrasement de la dernière offensive allemande du 5 au 12 juillet 1943 de Koursk, la plus grande bataille de blindés de la Deuxième Guerre mondiale.

Dans son ensemble, cet ouvrage rectifie aussi nombre d'idées toutes faites admises généralement au sujet de Stalingrad. Une rapide énumération succincte peut en être faite:

– L'offensive principale allemande de l'été 1942 n'avait pas pour but Stalingrad, mais le

pétrole caucasien et la percée vers le Moyen-Orient et l'Iran; la fixation paranoïaque de Hitler l'y enterra;

– La contre-offensive soviétique ne fut pas une surprise pour le Haut-Commandement allemand, mais sa possibilité farouchement niée par Hitler;

– Les deux armées roumaines, les armées italiennes et hongroises ne sont pas les responsables de la défaite, car la 6^e Armée allemande était déjà à bout de forces avant son encerclement.

Alors que les conséquences de Stalingrad sur les opinions publiques mondiales ont été étudiées avec soin, on peut regretter de ne pas trouver mention de la France. Peut-être aurait pu participer à cet ensemble d'exposés un représentant français comme Pierre Laborie, auteur d'un excellent livre sur «L'opinion française sous Vichy»?

La France n'est d'ailleurs évoquée que très accessoirement: le communiqué de victoire soviétique du 31 décembre 1942 mentionnant que certaines divisions allemandes étaient venues en renfort de l'Ouest européen, les Britanniques en furent un peu froissés, car cela pouvait vouloir dire qu'ils n'exerçaient pas une pression suffisante sur le front de l'Atlantique allemand.

C'est un fait, (non évoqué dans ce livre), qu'en octobre 1942, il y avait environ 34 divisions allemandes au Danemark, en Hollande, Belgique, et France, dont 4 blindés et un corps d'armée SS de 2 divisions. Ces 6 unités de grande valeur partirent en effet dès mi-novembre 1942 de l'Ouest pour la Russie. La dernière, la 7^e «Panzer-Division» s'embarquait début décembre 1942, après avoir assisté au sabordage sans combat de la flotte de guerre française à Toulon, le 27 novembre, ainsi qu'à la dissolution sans combat des unités de terre et de l'air de l'«Armée d'armistice» métropolitaine le même jour.

Le gouvernement de l'«Etat Français» du maréchal Pétain, acceptant sans aucune résistance l'invasion de la zone de Vichy le 11 novembre et ensuite de même la journée d'inaction militaire du 27 novembre, avait certes facilité ces déplacements importants de divisions allemandes vers Stalingrad encerclé et le front allemand menacé de Russie.

Ces quelques rapides et très succincts commentaires sur ce livre ne peuvent donner qu'une très faible idée de la valeur des exposés et de la richesse des idées d'un ouvrage dont l'étude est un plaisir et un grand enrichissement pour un lecteur intéressé par cet événement capital dans l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale: Stalingrad.

Général A. MERGLEN (CR), Dijon

Jean-Claude FAVEZ avec la collaboration de Geneviève BILLETERY, Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis, Lausanne (Payot) 1988, 429 S.

Gestützt auf die ihm uneingeschränkt zugänglich gemachten Akten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz und zahlreiche andere Quellen legt der Autor eine umfangreiche Studie, gelegentlich fast eine *relatio ex actis*, über jenen Bereich der Tätigkeit des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz vor, der durch internationale Vereinbarungen ihm nicht eindeutig zugewiesen, aber aus der Konfrontation mit den unmenschlichen Praktiken des nationalsozialistischen Totalitarismus nichtsdestoweniger als moralische Verpflichtung zuwuchs, die Fürsorge für die politisch und rassistisch Verfolgten. Ein internationales Abkommen über den Schutz von Zivilpersonen auf dem Gebiet der kriegführenden Mächte, das dem Roten Kreuz wenigstens für einen Teil dieses Personenkreises eine Schutzkompetenz zugewiesen hätte, war 1928 beraten («Tokioter Entwurf»), aber nicht unterzeichnet worden. Bei Maßnahmen einer Macht gegen eigene Staatsangehörige war dem Internationalen Komitee überhaupt keine rechtliche Basis zum Eingreifen gegeben. Dennoch vielfältig um Hilfe angegangen, stand es darum in dem Dilemma, das von ihm Erwartete und moralisch für geboten Erachtete zu tun oder um des Erfolgs seiner anderen Hilfsaktionen willen sich streng auf das zu begrenzen, wofür ihm nach Ansicht der internationalen Staatengemeinschaft eine